



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 08/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CETAL**

7 allée des Aulnes

Parc de Haye

54840 Bois-de-Haye

Référence : BV/NW/433\_2023  
Code AIOT : 0006206593

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement CETAL implanté 7, allée des Aulnes - Z.A. Parc de Haye - 54840 Bois-de-Haye. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CETAL
- 7, allée des Aulnes - Z.A. Parc de Haye - 54840 Bois-de-Haye
- Code AIOT : 0006206593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Atelier de fabrication de structures métalliques en aluminium, comportant une installation de traitement de surfaces et de thermolaquage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente visite avait pour objet de lever l'AP de mise en demeure n° 2022-01719 du 16/02/2023.

Les éléments produits par l'exploitant établissent que l'installation électrique de l'exploitant ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion.

Aussi, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-01719 du 16/02/2023, par l'arrêté dont le projet est joint au présent rapport.

L'inspection rappelle enfin qu'il appartient à l'exploitant de lever les ultimes non conformités d'identification et de schéma d'installation avant le prochain contrôle des installations électriques.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CETAL [...] est mise en demeure, sous 2 mois à notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; levant l'intégralité des non-conformités mises en évidence dans le rapport de vérification des installations électriques exécuté au titre de l'année 2022 ;</li> <li>&gt; présentant un document établi par un bureau d'étude qualifié attestant la levée des dites non-conformités.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification produit par l'organisme, certifié au titre de la vérification des installations électrique, APAVE référencé « certificat Q18 – 23331549-1-1 » établi à l'issue de l'expertise du réseau de l'exploitant le 07/02/2023. Le présent document conclut que l'installation électrique de l'exploitant ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. En particulier, l'organisme a constaté l'absence de danger qui aurait pu être lié à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique ;</li> <li>&gt; l'absence de moyens de protection des transformateurs ;</li> <li>&gt; l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection des surintensités ;</li> <li>&gt; le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel ;</li> <li>&gt; la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques ;</li> <li>&gt; l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque incendie et/ou zones à risques d'explosion ;</li> <li>&gt; le défaut de continuité du conducteur de protection des locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion ;</li> <li>&gt; l'existence de locaux à risque d'incendie et/ou zones à risques d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes : présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1<sup>er</sup> défaut d'isolement ; et protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300mA.</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification produit par le même organisme, référencé « vérification des installations électriques - 2331549-1-1 » en date du 07/02/2023. Il apparaît de la comparaison entre ce document et le rapport de 2022, à l'appui duquel avait été pris l'AP de Mise en Demeure du 16/02/2023, que des 44 non conformités identifiées le 26/06/2022, seules subsistent 8 non conformités, toutes liées à des problématiques d'identification ou de schéma d'installation.</p> <p>Par ailleurs aucune nouvelle observation n'a été formulée par l'expert lors de sa vérification du 07/02/2023.</p> <p>Il apparaît que les actions de remédiations entreprises par l'exploitant ont permis</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; de lever l'ensemble des non-conformités visant les dispositifs électriques et partie de celle visant l'identification des appareils,</li> <li>&gt; de s'assurer que l'installation ne présente pas de risque particulier d'incendie ou d'explosion.</li> </ul> <p>L'inspection rappelle enfin qu'il appartient à l'exploitant de lever les ultimes non conformités d'identification et de schéma d'installation avant le prochain contrôle des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet